

# La partie suisse de Credit Suisse bientôt en Bourse? Un espoir pour l'emploi

Le scénario d'une cotation refait surface. L'entité vaudrait 10 milliards et UBS s'enlèverait une épine du pied en la cédant.

Nicolas Pinguely

Publié: 24.04.2023, 16h50



Les clients ont retiré près de 50 milliards de francs de Credit Suisse depuis le début de l'année.

KEYSTONE

Sans surprise, les résultats de Credit Suisse au premier trimestre sont mauvais. Très mauvais même. L'établissement a perdu 1,3 milliards, alors que les analystes tablaient sur une perte de l'ordre du milliard de francs. «On voit qu'il n'y a que la banque suisse qui est profitable, mais même ce résultat est décevant», souligne Jérôme Schupp, analyste financier chez Prime Partners.

Cette entité pourrait finalement être introduite en Bourse et de nombreux emplois sauvés dans le pays. De la banque d'affaires (trading, fusions et acquisitions, etc.) à la gestion de fortune, l'ensemble des activités du groupe sont dans le rouge. «La banque de gestion perd 100 millions par trimestre, alors qu'elle gagnait 200 millions par le passé, ce qui était déjà faible», illustre-t-il.

**Encore de gros retraits**

Prudente, la clientèle a continué de retirer ses billes. «Il y a encore eu plus de 47 milliards de retraits dans la gestion de fortune, ce qui fait un total de 140 milliards depuis l'automne dernier», observe l'analyste. Cela représente près du quart de la masse sous gestion de cette unité.

**«J'espère que Credit Suisse (Suisse) restera indépendant dans le futur, ce qui sera bénéfique pour l'emploi, les épargnants, les PME et minimisera les risques pour le pays.»**

Thierry Burkart, le président du PLR, dans SonntagsZeitung

Plus que jamais, la reprise dans l'urgence de Credit Suisse par UBS, en mars dernier, fait sens. La première banque suisse avait déboursé 3 milliards pour avaler un Credit Suisse en grande difficulté, pressé par le gouvernement, [la Banque nationale et la FINMA](#), soit l'autorité de régulation suisse des marchés financiers.

La suite risque de surprendre. UBS pourrait finalement introduire en bourse les activités helvétiques de Credit Suisse. «J'estime que la vente de cette unité pourrait rapporter 10 milliards à UBS», juge Jérôme Schupp. C'est d'ailleurs son scénario favori. Il y a plusieurs raisons à cela. «La fusion des équipes des deux établissements dans le pays serait très lourde, créant beaucoup d'incertitudes et ne générant guère de revenus supplémentaires», analyse-t-il.

Ce scénario séduit aussi le monde politique. Le patron du parti libéral-radical (PLR) l'a clairement indiqué dans la presse dominicale. «J'espère que Credit Suisse (Suisse) restera indépendant dans le futur, ce qui sera bénéfique pour l'emploi, les épargnants, les PME et minimisera les [risques pour le pays](#) (ndlr: liés à une UBS trop grande)», souligne Thierry Burkart dans SonntagsZeitung.

Les partis de gauche appellent aussi cette solution de leurs vœux. «Cela permettrait d'éviter au gouvernement que le débat sur une UBS devenue trop grande ne s'invite dans le débat politique ces prochaines années», décrypte Jérôme Schupp. Bref, les parlementaires fédéraux fâchés de ne pas avoir eu leur mot à dire dans cette fusion forcée, susceptible de siphonner plus de 200 milliards d'argent public, seraient moins critiques.

### **Bon aussi pour UBS**

UBS peut y trouver son compte. Car il n'y a pas que le personnel de Credit Suisse qui craint pour la suite. «Les employés d'UBS redoutent également de perdre leur emploi, ce qui va peser sur leur productivité», estime Jérôme Schupp. Sur la centaine de succursales que compte Credit Suisse dans le pays, les trois quarts se trouvent à moins de 5 minutes à pied d'une antenne UBS. Ça pourrait donc être sanglant.

**«Cela permettrait d'éviter au gouvernement que le débat sur une UBS devenue trop grande ne s'invite dans le débat politique ces prochaines années.»**

Jérôme Schupp, analyste financier chez Prime Partners

Les experts estiment qu'une fusion des deux banques pourrait engendrer jusqu'à 11'000 suppressions de postes dans le pays. UBS et son concurrent y emploient respectivement 21'000 et 16'000 personnes. «Avec une introduction en Bourse, le réseau ne serait pas touché et Credit Suisse perdrait 2000 à 3000 postes au maximum, certains clients ayant déjà tourné le dos à la banque», estime-t-il.

En vérité, le projet de cession de la banque de détail existe déjà depuis un moment. «L'ancien directeur général de Credit Suisse, Tidjane Thiam, l'avait prévu», rappelle-t-il. Bref, les plans sont prêts à être ressortis des tiroirs. «Ce serait facile à faire, juridiquement parlant», ajoute l'analyste.

### **Bénéfiques hausses de taux**

Retour sur les résultats. Au premier trimestre, les activités de banque de détail de Credit Suisse (hypothèques, crédit aux PME, comptes d'épargne, etc.) ont dégagé 313 millions de bénéfices, contre un peu plus de 390 millions sur les trois premiers mois de 2022.

Ce résultat n'est pas satisfaisant. «On devrait plutôt être à 500 millions avec le contexte de taux actuel, mais tout n'a pas été positif dans la banque de détail, également fragilisée par les mauvaises nouvelles», analyse-t-il.

Pourquoi? Avec l'envolée de l'inflation, la Banque nationale suisse (BNS) a relevé ses taux ces derniers mois, des taux restés longtemps négatifs. «Avant, les banques devaient payer pour déposer de l'argent à la BNS, explique Jérôme Schupp. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et elles se font une jolie marge tant sur les dépôts à la Banque nationale que sur les comptes privés.» Credit Suisse est loin d'en profiter pleinement.

### **Un passé très délicat**

Pour mémoire, la deuxième banque suisse empêtrée dans des scandales à répétition a déjà perdu plus de 7 milliards l'année dernière, alors qu'UBS a engrangé 7,5 milliards de profits.

À l'étranger, les équipes des deux banques attendent la fusion. Cette dernière devrait doper les revenus dans la gestion de fortune. «C'est le cœur d'activité d'UBS et la réunion des deux établissements offre un levier considérable», assure le financier. La transition devrait durer deux ans. Le chemin semble encore long avant le retour des bonnes surprises.

**Nicolas Pinguely** est journaliste à la rubrique économique depuis 2018. Spécialiste en finance, il a travaillé par le passé pour le magazine Bilan, à l'Agefi et au Temps. Il a aussi occupé différents postes dans des banques et sociétés financières, notamment dans la microfinance.